

Les groupes ethniques
par J.C. BARBIER
Sociologue O.R.S.T.O.M.
in: l'encyclopédie
de la République du
Cameroun,
Douala, NEA, 1981, ff. 239-260.

(N)

Les groupes ethniques et les langues

Toute présentation générale du Cameroun se complaît à évoquer la diversité des populations et le grand nombre de ses groupes humains. Le Cameroun n'est-il pas une mosaïque d'ethnies dont on célèbre les couleurs multiples ? Un véritable paradis pour ethnologues où ces derniers peuvent encore entreprendre la quête primordiale de l'anthropologie qui consiste à comparer en toute égalité — faut-il le rappeler — les sociétés humaines les unes aux autres; un véritable musée vivant où les touristes se dépaysent par rapport aux contrées d'où ils viennent.

Les géographes de l'O.R.S.T.O.M.¹ dressèrent en 1964, une carte de ces populations du Cameroun avec 180 signes distinctifs et la mention de 206 ethnies. Dix ans plus tard, c'est approximativement le même nombre que J. Imbert retient dans sa présentation du Cameroun : « L'extrême complexité de la configuration ethnique est à l'image de celle de l'Afrique : on ne compte pas moins de 136 groupes ethniques identifiables dans l'ex-Cameroun oriental et environ 65 groupes dans l'ancien Cameroun britannique »².

Ce pays qui s'étire du 2^e parallèle nord au douzième, de la forêt équatoriale à la zone sahélienne, qui connaît le climat saturé d'humidité de la plaine littorale ourlée de mangroves et le climat tempéré par l'altitude des plateaux de l'ouest et de l'Adamaoua, concentre sur 475 000 km² une telle diversité de paysages et de coutumes sociales qu'on le présente volontiers comme le microcosme de l'Afrique.

Quant à la diversité de ce peuplement qu'il nous suffise d'évoquer ici les populations pygmées de la vaste forêt sud-Camerounaise, premiers habitants de ces espaces sylvestres et initiateurs des autres populations qui s'y installèrent ultérieurement et qui font partie de la grande famille linguistique des Bantu; les montagnards du Cameroun septentrional, « Kirdi », c'est-à-dire païens aux yeux des Fulbé musulmans, que J.C. Froelich³ classait dans le grand groupe des « paléonégritiques », héritiers d'un des plus anciens fonds culturels de l'Afrique en zone sahélienne — parmi eux, des éléments fali se font l'écho de la célèbre civilisation sao⁴ —; au piedmont de ces montagnes du Nord, les cavaliers fulbé qui caracolent les jours de fête sur des montures pur sang superbement harnachées, rappellent par leur fierté hautaine la Guerre Sainte (Jihad) qui lancée en 1812 par le moodibbo Adama au nom de l'Emir de Sokoto, aboutit à la

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° : 02981 ex 1

Cote B

10 JUIL. 1983

1. Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer.

2. Imbert Jean, *Le Cameroun*, Paris, édi. P.U.F., coll. Que Sais-Je ?, 1979. 126 p.

3. Froelich Jean-Claude, *Les montagnards paléonégritiques*, Paris, édi. Berger-Levrault.

4. Lebœuf Jean-Paul, *Archéologie tchadienne. Les Sao du Cameroun et du Tchad*, Paris, éd. Hermann, 1972.

Gauthier Jean-Gabriel, *Archéologie du pays fali, Nord Cameroun*, Paris, C.N.R.S., 1979, 153 p.

conquête de tout le nord du Cameroun; les notables des chefferies et royaumes des plateaux de l'ouest du Cameroun, consciencieusement masqués lors des danses traditionnelles sur la grande place du marché, en haut du palais mais qu'on retrouve ensuite derrière un modeste comptoir de boutique ou entre les rangs d'une plantation de caféiers; sans oublier les pirogues effilées des populations côtières qui leur permettaient d'accoster les bateaux européens fréquentant le littoral africain à la recherche des produits de traite. Bien d'autres populations mériteraient de figurer dans cette galerie de portraits, mais notre propos n'est pas tant de décrire que d'expliquer cette diversité et ces contrastes.

Nous emprunterons d'abord une démarche analytique pour rendre compte de cette diversité en isolant certains facteurs généraux de différenciation: les patrimoines biologiques qui définissent des types sociaux, les fonds linguistiques repartis en grandes familles, et les activités productrices et les formations sociales qui y sont liées.

Nous ne renierons donc pas ce qui nous apparaît comme une grande richesse culturelle et sociale, sinon politique. Nous en dégagerons les raisons liées d'abord à l'histoire du peuplement mais aussi à une volonté farouche d'indépendance de la part des communautés locales et à des conditions économiques favorables assurant une large circulation des produits marchands, dès les XVIII^e et XIX^e siècles, où chaque groupe était intermédiaire par rapport à d'autres placés en amont et en aval. Cependant dans la conclusion nous contredirons cette image, dans ce qu'elle a de trop caricaturale: un Cameroun revêtu d'un habit d'Arlequin. Tous ces groupes n'ont jamais été, en effet, juxtaposés les uns par rapport aux autres, mais ils ont constitué des ensembles ethniques articulés, sinon hiérarchisés, et irrigués par des courants d'échanges culturels et commerciaux. Au cours des siècles, des systèmes socio-économiques se sont mis en place à partir du littoral lors de la traite avec l'Europe ou encore à partir des États fulbé du nord du Cameroun, sans compter les hégémonies politiques qui se sont exercées localement. Aujourd'hui, c'est la construction d'un État moderne qui implique une mise en relation généralisée des groupes ethniques.



n de pygmées à l'Est Cameroun
wellings in east Cameroon

Les groupes ethniques

Les principaux types raciaux

Les traditions orales relatives à l'histoire du peuplement du Cameroun témoignent d'une grande multiplicité d'origines géographiques entre les divers groupes et en leur sein même. L'anthropologie physique et biologique s'en fait l'écho et énumère les grands types suivants : pygmoïdes, négritiques, soudanais...

Certains groupes ont conservé une relative homogénéité initiale en appliquant rigoureusement une endogamie tribale, c'est-à-dire que les alliances matrimoniales sont inter-lignagères ou interclaniques, mais elles ne peuvent dépasser les frontières du groupe. C. Dikoume, à propos des Elog Mpoos des basses vallées de la Sanaga et du Nyong, rappelle « l'idéologie du sang »⁵ qui consiste à ne considérer comme vrai citoyen (*kundê*) que l'individu dont on peut garantir au moins quatre niveaux d'ascendance, à la fois en lignes paternelle et maternelle. Cependant des mariages peuvent être autorisés au sein d'un même lignage. En pays bamiléké, lorsque le poids démographique du lignage royal devient trop important par rapport à celui des autres lignages implantés sur le territoire de la chefferie, on applique la règle des trois générations : les descendantes des branches collatérales séparées d'Ego par plus de trois aïeux, deviennent pour Ego des épouses potentielles. Ainsi en décida, par exemple, le vieux chef Nono de Bangwa dans les années trente pour sa propre famille et afin que l'endogamie lo-

5. Dikoume Cosme, *Etude concrète d'une société traditionnelle : les Elog Mpoos*, Lille, Université des Sciences et Techniques de Lille II, thèse de 3^e cycle, 265 p., 1977, multigr.

cale reste encore possible^{5bis}. Toujours dans cette même région de l'ouest camerounais, on trouve chez les Bamun un mariage préférentiel au sein du lignage royal afin que la dynastie fondée par Ncharé au XVII^e siècle soit préservée de toute prétention de la part d'utérins originaires des populations conquises. Le successeur d'un roi bamun doit obligatoirement être choisi parmi les enfants des épouses prises au sein même du patrilignage royal dans une branche collatérale éloignée de plus de trois générations car, pour ces enfants, les filiations paternelle et maternelle se rejoignent au bénéfice du même groupe de parenté⁶.

Les sociétés disposent donc de nombreux moyens pour encourager ou au contraire freiner les échanges matrimoniaux au sein du système lignager.

D'autre part, l'endogamie peut être vécue au niveau résidentiel. Les Mkako de l'est du Cameroun, par exemple, ont constitué des groupements territoriaux autonomes dans les vallées de la Kadéï et de la Doumé, à la lisière de la forêt et de la savane, dans la région de Batouri, au terme de mouvements migratoires complexes à la fin du siècle dernier.

Le peuplement de ces groupements n'est nullement homogène, néanmoins les groupes intéressés s'attribuent « une vague idéologie d'une origine commune non précisée ». Ils forment des clans relativement localisés que E. Copet-

5bis. Latour Dejean Charles-Henri de, *Bangwa, la parenté et la famille dans une chefferie bamiléké du Ndé au Cameroun*, Paris, Université de Paris, thèse de 3^e cycle, 295 p., 1975, multigr.

6. Tardits Claude, *Le Royaume bamoun*, Paris, éd. Armand Colin, Edisem, Publication de la Sorbonne, 1980, 1078p.

Rougier⁷ appelle des quartiers-lignages. Cet auteur y décèle « une tendance centripète à se marier entre les plus proches voisins et entre consanguins, dans les limites précises des interdits matrimoniaux » — il s'agit en l'occurrence d'un système matrimonial « omaha » ou « semi-complexe ». Dans le cas du groupement Mbogendi, par exemple, 72 % des unions s'effectuent en son sein et les relations matrimoniales nouées à l'extérieur du groupe correspondent, en fait, à la recherche d'épouses supplémentaires afin de consolider les lignées aînées des divers clans par la polygynie.

Cette endogamie tribale et/ou résidentielle explique qu'aujourd'hui au Cameroun un simple observateur peut reconnaître empiriquement les représentants de certains ethnies. Des groupes qui se côtoient dans un même milieu géographique, par exemple les populations basaa/mpoo et celles dites bété, se différencient suffisamment pour que la constatation puisse en être faite à vue d'œil.

Cependant un tel exercice demeure aléatoire car les pratiques endogamiques que nous venons d'évoquer sont rarement exclusives d'apports externes si minimes soient-ils. Un « étranger » peut en effet être incorporé à un lignage en qualité de fils adoptif et/ou de gendre. Ses enfants seront les enfants du lignage, ce qui signifie en régime de filiation patrilinéaire, qu'il n'est plus fait mention de son

7. Copet-Rougier Elisabeth, « Mariage et inceste. L'endogamie dans une société à fortes prohibitions matrimoniales » in *Bull. Soc., Anthropol. S.O.*, t. XV, n° 1, 1980, p. 13-58.

Voir aussi sa thèse de 3^e cycle : *Ngélébok, essai d'analyse de l'organisation sociale des Mkako Mbogendi*, Paris, Université, 554 p., multigr. A paraître dans une collection de la M.S.H. de Paris.

PRINCIPALES ETHNIES du CAMEROUN

Famille linguistique	Sous-Famille	Branche	Division	Groupe	(Sous-groupe) Langues Principales		
AFRO-ASIATIQUE	SEMITIQUE				choa-arabe		
	TCHADIQUE	SAHEL-PLATEAU			haoussa		
		BIU-MANDARA			mafa massa		
NILO-SAHARIEN	SAHARIEN CHARI-NIL	SOUDAN CENTRAL		BONGO	kanouri sara-laka		
NIGER KORDOFAN (NIGER-CONGO)	OUEST-ATLANTIQUE	NORD			foulfouldé		
		ADAMAOUA			toupouri mboum bali-chamba		
	ADAMAOUA OUBANGUI	OUBANGUI			OCCIDENTAL CENTRAL	gbaya, baka yanguere	
		JUKUNOIDE CROSS-RIVER			EFIK	mberbe issangulé	
	BENOUE CONGO	NON-BANTOU				tivoide mambila, wouté tikar	
			BANTOIDE	NON-BANTOU			
		EKOIDE MAMFE					ejagham kenyang
					CRASSFIELDS OCCIDENTAL		
		MBAM-NKAM				bamiléké, bamoun	
		BANTOU		A10 LUNDU-MBO			bakossi
A20 COTIER						douala	
A40 BASAA					basaa		
A50 BAFIA				biafia			
A60 SANAGA				yambassa			
A70 BETI-FANG			éwondo, bouloù				
A80 MAKANJEM			maka				
A90 KAFA							

origine lignagère : il est purement et simplement rattaché au lignage qui l'a adopté. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, les esclaves étaient ainsi inclus dans l'organisation lignagère de leurs maîtres, inclusion qui se faisait dans la plupart des cas progressivement sur plusieurs générations.

Les Elog Mpoo dont nous avons pourtant évoqué ci-dessus le souci de pureté raciale, n'en intégraient pas moins un certain nombre d'étrangers que ce soient des esclaves (*nkona*), des adoptés (*bansôsôlé*) ou des alliés (*ntobene*). Des esclaves étaient même conviés aux séances de l'association du *njéé* où

officiaient les initiés : ils étaient en effet requis pour des manipulations de fétiches jugées particulièrement dangereuses, le contact avec le sacré communiquant une force pouvant être mortelle si la personne n'est pas suffisamment préparée pour la recevoir. Les descendants des esclaves voyaient

déjà leur sort nettement amélioré : ils étaient « *nyông* » et pouvaient espérer recevoir le statut d'adoptés, en attendant les quatre générations nécessaires pour être considérés comme des citoyens à part entière.

Chez les Vuté de l'actuel département du Nbam, au centre du Cameroun, l'intégration au sein de l'organisation lignagère était encore plus rapide car les principautés guerrières fondées dans la seconde moitié du XIX^e siècle par des éléments qui n'avaient pas accepté la domination fulbé dans la région de Banyo, avaient hâte de s'étouffer et recrutaient à qui mieux mieux au moyen de raids esclavagistes qui se faisaient au détriment des populations plus méridionales. Certains esclaves obtenus ainsi pouvaient jouir d'une promotion rapide : « une femme bien faite, un homme séduisant ou courageux, avaient de fortes chances de ne pas rester longtemps esclaves. Les autres, ceux qui n'avaient ni bravoure ni beauté, ceux-là se marieraient entre eux et resteraient esclaves toute leur vie; mais leurs enfants seraient « les vrais fils du pays »⁸.

Des groupes entiers, et non plus seulement des individus isolés et sans existence lignagère, pouvaient également être progressivement incorporés dans un lignage dominant par le jeu complexe des relations matrimoniales.

Il ne convient donc pas de se faire trop d'illusion sur l'identité biologique des groupes humains, même lorsqu'une idéologie du sang est mise en avant. Les seuls groupes qui présentent des caractères nettement différenciés sont, pour la plupart, des groupes margi-

naux, ignorés des autres ou placés dans une situation de dépendance. Le cas des Pygmées est éloquent : quelques femmes pygmées sont prises en mariage par les populations sud-camerounaises, mais elles quittent alors leur groupe d'origine pour procréer dans un groupe étranger lequel garde les enfants selon les principes de la patrilinearité et de la résidence virilocale; la réciproque n'étant pas admise aucun villageois n'accepterait de donner sa fille en mariage à un Pygmée fût-il installé comme planteur ! Les Pygmées restent donc entre eux et leurs fonds génétiques ne sont pas renouvelés⁹. Il en est de même des Peuls nomades, appelés Mbororo, qui parcourent les plateaux de l'ouest du Cameroun et ceux de l'Adamaoua.

Partout ailleurs nous assistons à de nombreuses incorporations selon les mécanismes que nous avons évoqués précédemment et qui sont aujourd'hui relayés par le phénomène des mariages dits « mixtes » lesquels se multiplient. L'histoire camerounaise présente d'autre part d'importants brassages de populations. C'est ainsi que les Fulbé, au lendemain de leur conquête du nord du Cameroun, ont définitivement perdu le teint clair de leurs frères nomades à la suite de multiples unions avec les populations conquises. Les relations matrimoniales ont en effet une valeur politique indéniable : elles établissent des liens d'alliance et donc de loyauté en faisant des populations soumises, sinon réduites en esclavage, des alliés et des utérins. De nombreux éléments « païens » furent ainsi promus à de hautes

9. La situation peut devenir alarmante lorsque le groupe est isolé d'autres groupes pygmées comme c'est le cas pour les populations pygmées de la Plaine tika réduite à 240 individus lors du dernier recensement (1976). Ce groupe risque en effet de perdre ses femmes au bénéfice des Tika près desquels ils se sont sédentarisés (cf. Barbier Jean Claude, Les Pygmées de la Plaine, 1978.

charges dans l'entourage immédiat des *lamibéé* fulbé. Cette présence contrebalance d'ailleurs l'arrogance de certains agnats du souverain qui ne manquent pas de comploter pour préparer les successions ! Les rois bamun furent, eux aussi, particulièrement conscients de la nécessité d'un tel rééquilibrage et ils s'employèrent, dès le règne de Mbuembue le Conquérant, à développer ce que Cl. Tardits⁶ appelle une « noblesse palatine » composée de hauts dignitaires entrés au service du roi en qualité de serviteurs puis installés comme chefs de lignage. Très souvent l'affrontement entre conquérants et populations dominées trouva son épilogue dans ce genre de dénouement. Un mariage préférentiel peut symboliser alors cette heureuse issue : le chef tika de Bankim, Mfo Rifum, dont l'ancêtre est originaire d'une chefferie mbum de l'Adamaoua, se doit d'épouser, au début de son règne, une femme autochtone, tumu en l'occurrence.

Précisons également que maintes sociétés restent parfaitement conscientes de leur genèse et du caractère composite de leur peuplement. Les Guidar du nord du Cameroun, par exemple ne cachent nullement la constitution récente de leur ethnie à partir d'apport mundang, mambay et giziga¹⁰.

Les travaux d'anthropologie physique relevant de la période coloniale visaient, pour la plupart, à dresser des profils ethniques en établissant des moyennes entre des individus de même origine, à partir de la seule morphologie physique. Aujourd'hui les méthodes d'investigation sont nettement plus sophistiquées et l'anthropologie phy-

10. Collard Chantal, *Organisation sociale des Guidar ou Baynawa du Cameroun septentrional*, Paris, Université, thèse de 3^e cycle, 1977, 438 p. multigr. Voir aussi la communication de l'auteur au colloque international du C.N.R.S., Paris, 1973, note 5.

8. Siran Jean-Louis, « Eléments d'ethnographie vouté pour servir à l'histoire du Cameroun central ». Communication au colloque international du C.N.R.S. : *Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun*, Paris, 24-28 septembre 1973, sous la direction de Cl. Tardits.

sique multiplie les analyses biologiques et génétiques. Elle peut ainsi établir des comparaisons mieux fondées entre groupes et aider éventuellement à la reconstruction des maillons d'une chaîne de migration. Il convient toutefois qu'elle ne fasse pas cavalier seul mais tienne le plus grand compte de l'histoire du peuplement afin de discerner dans une population les unités de base susceptibles d'être relativement homogènes. C'est dans ce sens que se sont orientés les seuls travaux d'anthropologie physique actuellement en cours au Cameroun menés par une équipe du C.N.R.S. dirigée par J.G. Gauthier¹¹ auprès des populations fali. L'approche y est pluridisciplinaire et l'anthropologie physique sonde la préhistoire de ces populations, au delà des traditions orales, en collaboration étroite avec l'ethnologie et l'archéologie.

A défaut d'autres études ponctuelles de ce genre, les données de l'anthropologie physique pour le Cameroun restent, à ce jour, trop succinctes pour qu'on puisse présenter ici, sur cette base, une typologie des groupes sociaux qui soit véritablement opérationnelle.

Les familles linguistiques

Alors qu'on peut regretter l'insuffisance des recherches en anthropologie physique, celles menées dans le domaine linguistique ont été, par contre, relativement nombreuses. Elles ont d'ailleurs été encouragées par les instances scientifiques du Cameroun¹².

11. Citons parmi les anthropologues de cette équipe : Ph. Labrousse, J.P. Lacombe, R. Riquet, et J. Wangermez (cf. *Étude de synthèse d'une population donnée, les Fali du Nord-Cameroun*, 1979, ONAREST CNRS 87, p. multigr.)

12. Entre autres le Centre de Recherche et d'Études Africaines (C.R.E.A.), anciennement CEDELTRA.

Depuis les premiers travaux de H. Johnston (1919 et 1922), puis ceux de M. Guthrie (1948 et 1953) sur les parlers du Cameroun méridional, les experts des langues bantou on revu et corrigé les premières classifications qui avaient été élaborées et ont complété les connaissances par des monographies approfondies. En 1977, un colloque international du C.N.R.S. était à même de faire le point sur « l'expansion bantoue » au Cameroun¹³.

Le reste du pays a également été étudié par de nombreuses enquêtes ponctuelles, et d'autre part couvert intégralement grâce à la réalisation d'un atlas linguistique à l'initiative du C.N.R.S. et de la D.G.R.S.T. camerounaise (anciennement ONAREST). Ceci a permis de repérer avec précision les grandes familles suivantes, au nord de l'Adamoua :

- Les langues sémitiques,
- les langues sahariennes,
- les langues de l'Adamoua,
- et les langues ouest-atlantiques.

Ces études ont, en outre, permis que soit clarifiée la situation des langues des plateaux de l'ouest et celles du centre du Cameroun, entre l'Adamoua et le fleuve Sanga, lesquelles étaient jusqu'à présent qualifiées de « semi-bantu » ou de « soudano-bantu »¹⁴, bref des parlers qui n'entrent pas dans les familles déjà connues !

C'est H. Johnston qui le premier emploie le terme de semi-bantu dans une opposition avec les langues bantou, à propos des parlers

des populations des plateaux de l'ouest¹⁵. M. Guthrie proposera le terme de Bantoïdes moins péjoratif¹⁶, mais A. Jacquot¹⁷ remarquera combien une telle définition reste encore négative par rapport à un centre qui, lui, serait authentique bantou.

Le découpage de l'Afrique en aires culturelles par H. Baumann et D. Westermann¹⁸ va attribuer à ces « semi-bantu » le rôle d'intermédiaires entre deux pôles de civilisation : les Bantou et les Soudanais. Les populations des plateaux de l'ouest, entre autres, seraient donc le produit d'une osmose culturelle et nos auteurs l'affirment sans l'ombre d'une hésitation !

Ces interprétations, historiquement non fondées, méritaient d'être brièvement rappelées pour être mieux exorcisées et afin que la littérature ne s'encombre plus de ces catégories archaïques. Les traditions orales relatives au peuplement de cette région ne nous font part, en effet, que de deux apports septentrionaux, somme toute très partiels et qui se fondèrent d'ailleurs dans les formations sociales préexistantes : un groupe d'immigrés mbum instaura une dynastie prestigieuse à Bankim au XVI^e, XVII^e siècles, et, vers le milieu du XIX^e siècle, des cavaliers tchamba, originaires de la haute vallée du Faro, traversèrent la région de Banyo et attaquèrent les chefferies de l'ouest pour finalement s'installer à Bali et dans la plaine de Ndop et fonder eux-mêmes des cheffe-

15. Johnston H., *A comparative study of the bantu and semi-bantu languages* — Oxford, 2 vol., 1919 et 1922.

16. Guthrie M., *The bantu languages of Western Equatorial Africa handbook of african languages*, Oxford, University Press, International African Institute, 1953.

17. Jacquot A., « Les langues bantou du nord-ouest » in *Recherches et Etudes Camerounaises*, N° 2, 1960, p. 5-34.

18. Baumann H. et Westermann D., *Les peuples et les civilisations de l'Afrique*, Paris, éd. Payot, 1948.

13. Viviers, 4-16 avril 1977.

14. I. Dugast dans son *Inventaire ethnique du Sud-Cameroun*, en 1949, classe dans le groupe des « semi-bantu » les Ba'Ndém, les Bamiléké, les Bamum, les Tikar, populations des plateaux de l'ouest; ainsi que quelques ethnies de l'est du Cameroun : les Mkako, les Pol et les Bakum. Sont considérés comme « soudano-bantu » par le même auteur, les Gbaya, les Bangantu et les Yangéré, de la même région orientale.

ries en incluant les populations locales qu'ils avaient drainées à leur suite. Il n'est nullement question dans toute cette histoire de déplacement de populations en contrecoup de la conquête du nord par les Fulbé ainsi que l'avaient imaginé les premiers auteurs, conquête qui est d'ailleurs trop récente pour pouvoir expliquer le peuplement de cette partie du Cameroun

Les travaux de l'équipe de linguistes dirigée par J. Voorhoeve¹⁹ et dont les interventions ont couvert l'ensemble des plateaux de l'ouest ainsi que les régions périphériques à ces plateaux, c'est-à-dire toute cette bordure nord-ouest du monde bantu où A. Jacquot souhaitait que des études approfondies soient entreprises, se sont révélés décisifs. K. Stallcup dans une présentation de « la géographie linguistique des Grassfields » renouvelle les hypothèses de peuplement : « ... l'idée des plateaux camerounais comme zone de refuge — dit-il — ne semble pas être confirmée par les données linguistiques. La grande majorité des langues des plateaux appartient à un seul sous-groupe bantu (au sens large), le bantu des Grassfields. Ainsi, la situation linguistique donne une impression de stabilité et fait penser à une longue cohabitation de peuples très proches, plutôt qu'à un flux dans lequel différents groupes seraient arrivés de différents endroits à différentes époques. » Il en résulte un abandon de la nomenclature ancienne au profit d'une appellation plus neutre : les parlers des populations des plateaux occidentaux sont effectivement apparentés les uns aux autres et se trouvent désormais réunis dans deux groupes géographiquement voisins et linguistique-



ment très proches : les « Grassfields de l'ouest » et le groupe « Mbam-Mkam ». D'autre part, ces parlers présentant des formes archaïques par rapport aux parlers des populations plus méridionales, J. Voorhoeve au terme d'une approche génétique émet l'hypothèse d'une migration bantu à partir des plateaux nigériens voisins et selon une direction nord-ouest/sud-est investissant d'abord les plateaux occidentaux du Cameroun et ensuite les espaces forestiers.

Un vieillard Bassa
An old Bassa man

Guy MAURETTE

A la même latitude, mais dans la partie orientale du Cameroun, les Gbaya qui étaient considérés par I. Dugast comme « soudano-bantu », se retrouvent par suite des récentes études linguistiques que nous venons d'évoquer, dans la grande famille oubanguienne en compagnie des Yangéré ce qui concorde aux données historiques

19. Les résultats obtenus par cette équipe ont largement alimenté les communications et les débats du colloque sur l'expansion bantu (op. déjà cité en note 13).

recueillies par Ph. Burhnam, ces populations provenant effectivement de la R.C.A. actuelle²⁰.

Il reste, au centre même du Cameroun, dans le vaste département du Mbam, un groupe de parlers dont le classement reste à faire. Ce sont le tumu des chefferies tikar étudié par C. Hägege (1969), la langue des Vuté qui refusèrent au XIX^e siècle d'être assimilés aux conquérants fulbé des *lamidats* de Banyo et de Tibati (langue étudiée par G. Guarisma) et celle des Mambila (études de M.V. Hill et M.J. Perrin en 1969).

La carte linguistique du Cameroun présente un morcellement extrême, des dialectes s'affirmant souvent au sein d'un même ensemble ethnique. La région de Bafia offre un exemple éloquent de ce genre de situation; de même les populations des monts du Mandara et sur les plateaux de l'ouest cohabitent jusqu'à 70 communautés linguistiques (K. Stallcup, 1977 : 17¹³). S'il y a en général une certaine intercompréhension entre groupes voisins, il n'en est plus de même dès que les groupes sont plus distants : A comprend son voisin B mais éprouve quelques difficultés pour comprendre C qui est plus éloigné, B par contre comprend C qui est son voisin immédiat, et ainsi de suite...

Tout se passe comme si les groupes voulaient affirmer leur identité en insistant sur leur particularisme linguistique, identité du groupe même si les us et coutumes sont semblables. Cette juxtaposition apparente de très petits groupes farouchement indépendants les uns vis à vis des autres, est à mettre en correspondance avec le mode de commercialisation des produits de traite, lesquels s'échangeaient de groupe en

groupe avant que ne s'effectue la pénétration coloniale. Les opérations de troc se faisaient aux frontières sans que personne n'aille au delà. Il n'était pas, en effet, recommandé de s'aventurer hors de son groupe d'origine car à cette époque l'inconnu était vite saisi puis vendu comme esclave ! Certes, des relations de bon voisinage étaient entretenues par des dons de femmes, les alliances matrimoniales multipliant oncles maternels et neveux utérins qui étaient autant d'« amis de commerce » dont l'aide pour les transactions à plus longue distance était fort appréciée; mais il fallut attendre la « paix coloniale » pour que des marchands puissent opérer en tant que tels : les commerçants hausa, grecs et libanais furent les premiers à profiter de cette nouvelle situation et s'infiltrèrent au Cameroun à la suite du militaire et de l'administrateur; ils donnèrent l'exemple à de nombreux Bamiléké et Ibo du Nigéria.

L'administration coloniale mit à profit ce découpage linguistique poussé à l'extrême pour ses délimitations administratives, notamment cantonales. En maints endroits, les communautés linguistiques qui ne correspondaient bien souvent qu'à des variations dialectales furent considérées comme des ethnies. Il en fut ainsi dans la région de Nkongsamba où des populations apparentées les unes aux autres et que nous avons pour notre part regroupées dans un ensemble « bakosi-mbo », constituent un vaste réseau clanique inextricable dont les alliances matrimoniales renforcent le tissu social²¹. Si Manéhas, Mwaménam, Bakaka, Banéka, Baréko, Elong, Mbo, Ninong et Bakosi, peuvent être considérés à la rigueur comme

des communautés dialectales distinctes, l'identité ethnique ne saurait par contre se laisser enfermer dans de si petites unités.

La répartition des populations camerounaises par langues vernaculaires est heureusement contrebalancée par l'existence de parlers utilitaires qui contribuent à la compréhension entre différents groupes, sans oublier les deux langues officielles que sont le français et l'anglais.

Le développement d'un pidgin english à partir de la région côtière de Victoria et de Douala, coïncide également avec les transactions de l'époque pré-coloniale. Il a d'abord été utilisé sur les marchés à la frontière des groupes, puis, au XX^e siècle, à Douala entre immigrants venus d'horizons les plus divers et dans les camps de travailleurs des grandes plantations allemandes de la région de Buéa. D'un point de vue sociolinguistique, le pidgin « est une langue véhiculaire dont l'emploi restreint ne donne pas lieu à l'utilisation de différents registres (langue monostrale); sa seule fonction étant la communication entre locuteurs de langues maternelles différentes dans des situations de discours bien déterminés (échanges commerciaux par exemple). Il se distingue des « langues pidginisées » par l'acquisition d'une certaine autonomie par rapport à sa langue source (l'une des langues de contact dont est tirée la plus grande partie de son vocabulaire). Il ne peut donc être considéré comme la réalisation imparfaite d'un modèle standard : la référence à la norme, au « bon usage » ayant cessé d'être ». Cette définition du pidgin proposée par C. de Feral²² où elle met en avant les critères de véhicularité et d'autonomie, lui permet de distinguer le pidgin english de la zone franco-

21. Barbier J.C. et Champaud J., *Manjo et le Mungo Central. Introduction à une étude de l'immigration (Cameroun)*, Yaoundé, ONAREST. Travaux et Documents de l'Institut des Sciences Humaines, n° 25, 1978, 237 p., multigr.

22. Feral Carole de, *Le pidgin english du Cameroun : présentation sociolinguistique*, Yaoundé, ONAREST. Bulletin de l'Alcam, n° 2 1976, p. 109-126

20. Cf. communication de cet auteur au colloque du C.N.R.S. sur l'histoire du Cameroun (note 8).

phone de celui de la zone anglophone, ce dernier étant en quelque sorte récupéré par l'enseignement de l'anglais à l'école, ce qui réintroduit la norme. L'auteur considère qu'il s'agit alors dans ces conditions d'un « anglais pidginisé » et non plus d'un pidgin réel. Considérant d'autre part que le pidgin est abondamment utilisé en dehors des situations strictement commerciales, par exemple pour parler des sports, émettre des plaisanteries, évoquer l'autre sexe et draguer dans la rue ou au bar, etc... — il existe même un argot communément connu sous l'appellation de « pidgin maquereau » ! — C. de Feral reprend l'expression de L. Todd d'« extended pidgin » pour caractériser ce parler éminemment populaire et doté d'une autonomie linguistique totale du côté du Cameroun francophone. Elle s'interroge également sur son degré de créolisation dans la mesure où le pidgin devient parfois la langue maternelle des enfants issus de couples « mixtes ».

Le centre de gravité de ce pidgin est sans contestation possible la grande ville de Douala et la province du Sud-Ouest, mais il s'est répandu très loin à l'intérieur jusqu'aux plateaux de l'ouest inclus, d'abord par le jeu des transactions commerciales puis par les va-et-vient des migrants. A l'est de Douala, le pays basaa s'est également initié à cette langue utilitaire.

Au nord du Cameroun, le fulfuldé assume lui aussi une fonction utilitaire. Il accompagne les progrès de l'islamisation, mais il sert, en plus, aux transactions commerciales sur les marchés des plaines où descendent de plus en plus souvent les populations montagnardes demeurées païennes, il est également la langue « officielle » de l'administration dans cette région où la très grande majorité des fonctionnaires sont



d'origine fulbé... ou sont fulbéisés. Il s'agit là d'une langue dominante dont l'expansion est en corrélation avec le destin politique d'une ethnie, les Fulbé, et d'une religion, l'Islam.

Il convient d'évoquer enfin les mouvements culturels qui tentent, avec plus ou moins de succès, d'unifier des parlers apparentés afin d'établir une orthographe commune et de lancer des campagnes d'alphabétisation en langue vernaculaire. Le Nufi qui s'adresse aux locuteurs du *fé'fé* parlé dans le département du Haut-Nkam et par les immigrés qui en sont originaires, est le prototype de ces mouvements. Amorcé en 1953 avec l'aide de la Mission Catholique, le mouvement Nufi multiplie ses centres d'alphabétisation à partir de 1957, puis élabore un véritable programme d'enseignement sanctionné par un examen et la réception du titre « kam nufi » (=

Femmes Foulbé
Fulbi women *Délégation au Tourisme*

notable du renouveau)²³. D'autres mouvements culturels ont suivi cet exemple et œuvrent, entre autres, pour la promotion du medumba de la région de Bangangté et du Lénang de la région de Dschang.

Les 17 et 18 mars 1967, les membres d'une sous-commission de la Commission Nationale pour l'UNESCO réunis à Yaoundé, demandaient que soit favorisé le développement d'une langue à l'intérieur de chaque zone linguistique. Il semble que leur message ait été entendu car plusieurs langues vernaculaires, dites langues nationales, sont maintenant enseignées à l'Université de Yaoundé : ce

23. Datchoua S.E. *La méthode nufi au Cameroun, les langues africaines au service du développement et de l'information*. Lille, Ecole Supérieure de Journalisme, 1972. 228 p., multigr.

sont entre autres le ffuldé, le bandjun, et l'ewondo.

Mentionnons également parmi les efforts qui sont faits en faveur de certaines langues vernaculaires, le rôle des missions chrétiennes, tant protestantes que catholiques, pour une évangélisation adaptée. La Bible est traduite, des recueils de cantiques et de prières sont rédigés en langues vernaculaires. Un choix entre tous les parlers est cependant nécessaire et les missions renforcent ainsi les langues dominantes : le duala, le mungaka des Bali, le medumba des Bangangté, l'ewondo, ont été notamment favorisés.

Quant aux deux langues nationales, le français et l'anglais, elles sont censées couvrir tout l'espace national.

A la mosaïque des langues vernaculaires se sont donc surposés en filigrane d'autres espaces linguistiques : ceux des langues utilitaires; ceux des langues vernaculaires qui sont favorisées par les missions chrétiennes, par des mouvements culturels, ou qui bénéficient d'un statut national; enfin les espaces francophones et anglophones hérités directement de la colonisation.

Activités productrices, mode de production et formations sociales

Nous empruntons ce titre de paragraphe à la démarche marxiste non pas tant pour confronter une doctrine scientifique aux réalités concrètes d'un pays que pour insister sur ce qui fait notre propos : les conséquences des activités économiques sur l'organisation sociale. A la grande diversité de ces activités correspondent en effet différents types de société, sans toutefois que ceux-ci soient réductibles à leur seule dimension économique.

NOMADES ET SEMI-NOMADES

Ce sont d'abord les populations vivant principalement d'activités prédatrices : cueillette, pêche et chasse; comme par exemple les Pygmées du Cameroun méridional qu'on peut estimer à environ 22 740 habitants²⁴. -

L'administration coloniale puis actuelle ont prôné leur sédentarisation afin de les faire participer à l'économie de plantation. De nombreux campements pygmées se sont retrouvés ainsi ancrés près des villages « bantu »²⁵ à qui ils servent de main d'œuvre disponible; en échange de plusieurs jours de travail dans les plantations de café et de cacao, voire même dans les champs vivriers des villageoises, les tâcherons pygmées reçoivent une rémunération en nature selon leurs besoins immédiats (produits vivriers, boissons alcoolisées, vêtements, produits manufacturés de première nécessité, etc...), et plus rarement une rémunération en argent mais de très faible valeur²⁶.

Les Pygmées quittent de temps à autre leurs quartiers ou leurs villages pour des activités cynégétiques dont les durées se réduisent comme une peau de chagrin d'année en année; et les chasseurs les plus vaillants ne peuvent qu'être nostalgiques du temps où les

24. D'après la carte de l'O.R.-S.T.O.M. : « les groupes humains du Cameroun », qui s'appuie sur les données du recensement administratif de 1964. Les 22 740 Pygmées se répartissent ainsi : 14 600 dans l'axe Yokadouma-Mouloundou, 3 700 entre Abong-Mbang et Lomié, 1 000 dans la région de Sangmélima et de Djoum, 3 200 à l'ouest aux alentours de Kribi, enfin, un petit groupe de 240 habitants dans la plaine tikar.

25. Il s'agit de populations qui parlent toutes des langues appartenant à la grande famille linguistique bantu.

26. Cf. Althabe Gérard, « Changements sociaux chez les Pygmées Baka de l'Est-Cameroun », in *Cah. Et. Afric.*, vol. V, 4^e cahier, n° 20, p. 561-592.

groupes se déplaçaient constamment.

Sont également semi-nomades des populations d'éleveurs : les Arabes Chowa²⁷ et les Mbororo que R. Dognin appelle les « Peuls de brousse » par opposition aux Fulbé sédentarisés, les « Peuls villageois »²⁸. Les premiers se concentrent dans la zone sahélienne de l'extrême nord camerounais, aux abords du lac Tchad vers où ils convergent en saison sèche pour profiter des terres exondées, mais d'autres groupes sont dispersés jusqu'aux piedmonts des monts Mandara et quelques éléments se retrouvent à la latitude du Peské-Bori, à quelques kilomètres au nord de Garoua; ils sont difficiles à recenser et les évaluations varient de 43 100 à 75 000 habitants²⁹. Les seconds se sont infiltrés à la suite des Fulbé conquérants puis grâce à la « paix coloniale », sur les plateaux de l'Adamoua dès la fin

27. Nous empruntons l'orthographe de F. Hagenbucher-Sacripanti (cf. *Cah. O.R.-S.T.O.M.*, sér. Sci. Hum., Vol. XIV, n° 3, 1977). Dans d'autres textes antérieurs, on trouve écrit : « Arabes Choas. »

28. Dognin René, « Sur trois ressorts du comportement peul » 13^e séminaire international africain sur les sociétés pastorales en Afrique Tropicale, tradition et développement. Niamey, 13-21 déc., 19 p., multigr.

29. 43 100 d'après la carte O.R.-S.T.O.M. citée en note 1: 45 000 selon le démographe A.M. Podlewski (1966) « La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun, entre Bénoué et Lac Tchad », in *Cah. O.R.-S.T.O.M.*, sér. Sci. Hum., vol. III, n° 4, p. 42; mais 75 000 d'APRIS LES ETHNOLOGUES E. Conte et F. Hagenbucher-Sacripanti dans un article postérieur écrit en 1977. « Habitation et vie quotidienne chez les Arabes de la rive sud du lac Tchad » in *Cah. O.R.-S.T.O.M.* sér. Sci. Hum., vol. XIV, n° 3, 1977, p. 292. En fait, contrairement aux autres groupes islamisés du nord du Cameroun, les Arabes Chuwa ont un taux net de reproduction sensiblement supérieur à l'unité : 1.31; ils sont donc plus nombreux aujourd'hui qu'en 1964, date du dernier recensement administratif à avoir pris en considération la référence ethnique.

du XIX^e siècle³⁰, puis sur les plateaux de l'ouest au XX^e; ils est également hasardeux d'avancer un chiffre de recensement pour ces populations, disons pour donner un ordre de grandeur qu'ils peuvent être 15 000 dans l'Adamaoua et 20 000 dans les provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest¹.

Le processus de sédentarisation est très avancé pour les Arabes Chowa qui, après avoir fui devant les grands royaumes tchadiens de Wadaï et du Baguirmi afin de conserver leur liberté, se sont installés à l'ouest du Chari au début du XIX^e siècle (leur présence est signalée par le Major Demham en 1823) en constituant une marche orientale particulièrement turbulente pour le royaume du Bornou³¹. Quelques éléments chowa participèrent à la hiérarchie politique bornouane et connurent la douceur de vivre des hauts dignitaires du régime dans la capitale Kikwa. Ils fournirent ensuite à l'aventure impériale de Rabah des contingents militaires fort précieux, mais après l'échec de cette aventure bloquée par les colonnes françaises, les Arabes Chowa se sont retrouvés dépendants du Sultan Kotoko de Goulfeï, puis répartis entre plusieurs sultanats kotoko après le démembrement de celui de Goulfeï en 1953. Leur transhumance en saison sèche est de faible amplitude et les villages restent gardés par les vieillards.

Des Mbororo connaissent eux aussi un processus de sédentarisation lorsque l'environnement s'y prête, c'est-à-dire lorsqu'ils peuvent opter pour une simple trans-



humance comme, par exemple, les groupes qui fréquentaient la plaine de Ndop, excellent lieu de pâturage de saison sèche, avant qu'elle n'ait été inondée³².

Dans cette partie consacrée aux populations nomades et semi-nomades, il convient de mentionner, en plus des chasseurs et des éleveurs, quelques groupes de pêcheurs qui, à partir d'un village fixe, se déplacent épisodiquement

Un lamido du Nord Cameroun

A lamido in North Cameroon
Délégation au Tourisme

dans la zone des estuaires où les cours d'eau dessinent des méandres complexes avant d'atteindre l'océan : l'estuaire de la Sanaga; l'estuaire du Cameroun où se déversent la Dibamba, le Wouri et le Moungo; enfin celui du Rio del Rey qui avec d'autres forment le fond de la baie du Biafra et la frontière nigéro-camerounaise. Des pêcheurs étrangers, nigériens et togolais, installent, en plus, des campements temporaires le long de la côte camerounaise où ils

30. Un premier groupe du clan Jafun, en provenance de Yola (Nigéria) est signalé dès 1870 dans l'ouest de l'Adamaoua. Depuis, d'autres groupes sont entrés au Cameroun : les Aku, les Daneeji et les Wodaabé.

31. Hagenbuecher-Sacripanti Frank, « Les Arabes dits "Suwa" du Nord-Cameroun », in *Cah. O.R.S.T.O.M.*, sér. Sci. Hum., vol. XIV, n° 3, 1977, pp. 223-249.

32. Boutrais Jean, *Etude d'une zone de transhumance : la Plaine de Ndop (Cameroun)*, Yaoundé, ORSTOM, 1974, 164 p., multigr.

pêchent avec des pirogues motorisées afin de ravitailler les marchés urbains du littoral (Kribi, Douala et Victoria). Les autres populations côtières qui pratiquent la pêche artisanale sont sédentaires et cette activité reste, pour la plupart, complémentaire à l'agriculture et limitée à l'autoconsommation. On observe la même situation pour les riverains de la Bénoué et du Logone au nord du Cameroun : villages d'agriculteurs pratiquant la pêche et campements à certains moments de l'année et à certains endroits.

Les formations sociales découlent, en partie, de ces activités nomades et semi-nomades.

Constatons d'abord que les groupes restent de petite taille et distants les uns des autres de façon à ce que chacun puisse vivre en économie de prédation (chasse, pêche, cueillette) sur un espace suffisant ou utiliser des pâturages et des points d'eau. Il en résulte un éclatement des groupes lignagers qui ne peuvent se développer sur place sans saturer rapidement l'espace approprié. La référence à l'ancêtre commun est oubliée et les lignées ne recherchent aucun approfondissement généalogique. Les Arabes Chuwa affirment bien, quant à eux, une identité clanique mais cette dernière ne s'accompagne pas d'une mémoire généalogique et l'histoire de ces populations est faite de fractionnements et de rivalités. Renforcées par Rabah qui nomma un *lawan* à la tête de chaque clan, ces unités se révèlent en fait composites lorsqu'on en énumère les fractions et sous-fractions. Mieux, des éléments étrangers ont été arabisés : kotoko, kanuri, hausa, peul, etc.³⁶

36. Voir, par exemple, Saurois Jacques. *Les Pygmées Aka de Basse Lobaye (Centrafrique), approche psychogénéétique des dynamiques de l'évolution culturelle Aka*. Paris, E.H.E.S.S., thèse de III^e cycle, 1979.

Les unités résidentielles ne sont donc nullement homogènes quant à l'origine de leurs éléments : des lignées non apparentées se juxtaposent, des gendres s'adjoignent au groupe (cas fréquent dans les groupes pygmées), des éléments étrangers sont intégrés, etc... A chaque saison, le campement qui coïncide, en fait, à une unité productrice, se redéfinit dans un jeu complexe de départs et de cooptations où les incompatibilités d'humeur ont autant d'importance que l'origine des individus. A propos des campements mbororo, R. Dognin parle de « groupes d'affiliation lignagère » (et non de groupes de filiation) et considère l'institution du *soro* comme une instance sélective afin que le groupe maintienne malgré tout un certain degré d'homogénéité : les adolescents du groupe Jafun s'attribuent mutuellement des coups de bâton selon un rituel où celui qui reçoit les coups doit rester parfaitement stoïque, dans une immobilité que l'auteur qualifie de narcissique; ensuite les plus courageux auront toutes les faveurs des jeunes filles et joueront un rôle de premier rang dans la reproduction biologique du groupe. Chez les Pygmées, des rites d'initiation sont périodiquement organisés afin d'intégrer plus fortement les nouvelles générations.

La répartition des statuts est quasi horizontale : chaque chef de ménage est à même d'affirmer sa libre initiative. Les conflits sociaux sont résolus par le départ du fils, du frère ou de l'allié temporaire, bref du partenaire le plus faible. L'ignorance entre les groupes est pratiquée lorsque l'espace est suffisant, par contre la rareté des pâturages et des points d'eau provoque des affrontements violents entre éleveurs. La non référence aux ascendants écarte toute tendance à une éventuelle gérontocratie. Les vieillards voient leur statut social diminuer avec leurs forcés physiques et, naguère, lorsque les

déplacements se faisaient sur de plus grandes distances, il pouvaient être laissés sur place lorsqu'ils ne pouvaient suivre le groupe. Avec la sédentarisation en cours, ils constituent, au contraire, une population stable, gardienne du patrimoine qui n'a pas été emporté : -les cases en semi-dur, les jeunes veaux, les épouses enceintes, les champs vivriers, etc...; leur position sociale s'en trouve nettement améliorée. Cette évolution est parfaitement illustrée par le cas des Mbororo : le père d'une famille répartit son troupeau entre ses fils devenus adultes et il termine sa vie chez l'un d'eux, selon une coutume que M. Dupire a appelée le « préhéritage »; mais J. Boutrais, à propos des Mbororo fréquentant la Plaine de Ndop remarque l'émergence d'une catégorie (une bourgeoisie ?) composée d'adultes riches qui font garder leurs troupeaux par des bouviers et qui restent toute l'année dans les hameaux fixes, ceux de la saison des pluies. A l'extrême nord du Cameroun, certains villages d'Arabes Chuwa dotés de constructions en semi-dur de type soudanais, peuvent être considérés comme le terme d'une telle évolution.

L'institution du *soro* que R. Dognin présente comme un « adoubement entre pairs » confirme l'effacement de l'image paternelle dans ces sociétés. Cette relative absence d'une autorité lignagère explique, en partie, que les départs du groupe ne soient pas vécus dramatiquement de part et d'autre comme des trahisons. A la mobilité géographique des groupes, coïncide une non moins grande mobilité géographique des individus et des ménages.

Les rapports mari-épouse (s), beaucoup plus égalitaires que dans les sociétés d'agriculteurs de régime patrilinéaire où l'épouse venant de vivre dans le groupe de son mari est perçue d'emblée comme une étrangère, sont relativement

indépendants des relations verticales avec les aînés des lignées. La résidence est d'ailleurs indifférenciée et le gendre peut être coopté. En plus, les fermes, par leurs travaux de collecte ou de traite du troupeau, contribuent à la recherche de la nourriture à égalité avec les hommes. Il y a bien division du travail mais l'accent est mis sur la complémentarité étroite des rôles et non sur des antagonismes d'intérêts.

L'accumulation de biens matériels est réduite au minimum nécessaire car il est sage d'éviter de trop s'encombrer. L'habitat, par exemple, reste le plus léger possible²⁹ et ne se « durcit » qu'avec un début de sédentarisation. La nourriture acquise est en général consommée sur place d'autant plus qu'elle est le résultat du travail d'une équipe, une partie néanmoins peut être échangée sous forme de troc avec d'autres ethnies voisines. Les éleveurs, par contre, ont la possibilité d'augmenter leur troupeau et, donc, de thésauriser en têtes de bétail, les bêtes ne posant pas de problème de transport. On dit du pasteur Mbororo dont le troupeau se reproduit dans de bonnes conditions qu'il a « la chance » et R. Dognin fait de cette notion, « la barka », une donnée constante de la culture peul

En l'absence d'une stratification sociale basée sur l'ascendance lignagère et le contrôle social des femmes ou sur une accumulation de biens, ces sociétés renvoient non à des statuts donnés par le sang qui seraient des rangs de naissance, ni à des statuts acquis par la richesse économique, mais essentiellement à des qualités individuelles : le chasseur qui ramène du gibier et l'éleveur qui a « la chance », seront tacitement sollicités par leurs pairs pour diriger l'unité de production, décider des déplacements à entreprendre, etc... Il s'agit de leaders temporaires dont le rôle n'est nullement



institutionnalisé, mais dont on reconnaît unanimement la compétence technique et l'art du commandement.

Ce sont des sociétés acéphales par excellence et dans le cas d'un nomadisme permanent, on parlera de hordes. Inversement, le processus de sédentarisation, comme dans le cas des Arabes Chowa, conduit à l'institutionnalisation d'une Chefferie administrative au niveau du village fixe (Les Arabes Chowa empruntent aux Peul, le terme d'« ardo » pour désigner le

Fille Bororo
Bororo girl

B. NLO'O Minfoc

chef du village) et/ou d'une chefferie clanique (cf. les *lawan* que Rabah plaça à la fin du XIX^e siècle à la tête des « tribus » arabes). C'est dire que les sociétés nomades ou semi-nomades ne restent nullement figées dans des structures initiales et que ce serait une illusion de croire que la mobilité géographique leur permet d'éviter toute insertion dans l'histoire de la région où ils évoluent, celle-ci s'avérant parfois brutale et le

conduisant à une sédentarisation dans la dépendance de groupes ethniques voisins.

LES AGRICULTEURS

La pratique de l'agriculture tend indéniablement à fixer les populations sur place; néanmoins, dans toute la zone forestière du sud du Cameroun cette pratique n'a guère freiné la mobilité géographique des groupes avant la période coloniale. Au XIX^e siècle, en particulier, les populations furent attirées vers la côte où les termes d'échange de l'économie de traite étaient nettement plus avantageux. Il s'ensuivit un chevauchement des groupes et leur imbrication mutuelle dans une direction Nord-Sud, Nord-Est, Sud-Ouest ou Est-Ouest et selon le jeu de sautemouton qui illustre le mieux la complexité des mouvements migratoires fang tels qu'ils ont été étudiés par G. Balandier³⁷. Les populations dites bēti ont ainsi traversé la Sanaga aux XVIII^e et XIX^e siècles et s'installèrent dans la région de Yaoundé en bousculant les arrière-gardes basaa³⁸. Les Bulu, de leur côté, décrivirent un large arc de cercle allant de la région de Nanga-Eboko jusqu'à Kribi en passant par Ebolowa. A la même époque, les populations fang s'infiltraient dans la forêt sud-camerounaise.

Dans toute cette partie du Cameroun, les cultures vivrières — encore de nos jours — sont de type extensif, et ne témoignent guère d'un grand souci (ni parfois de possibilité) de régénérer la terre utilisée. Naguère, ce système

cultural entraînait un changement de localisation de l'habitat, en général sur de courtes distances, et on pouvait, alors, qualifier cette agriculture d'itinérante. Les scissions lignagères, répétées souvent à chaque génération, allégeaient d'ailleurs périodiquement la charge démographique pour un territoire donné.

Avec la mise en place de l'économie coloniale, ces agriculteurs de forêt ont été encouragés d'une part à créer des plantations individuelles de café et de cacao, et d'autre part à se regrouper par villages aux abords des routes et à améliorer leur habitat. Cette fixation a joué indéniablement contre la régénérescence des sols; les champs vivriers sont cultivés de plus en plus loin « en brousse » et leur surveillance devient insuffisante pour empêcher les déprédations des animaux (les intéressés disent avec amertume qu'ils travaillent pour les singes !). Enfin, la nouvelle forme d'habitat désormais agglomérée, accumule les tensions interlignagères qui ne sont plus évacuées par le jeu des migrations d'antan.

Devenu planteur, l'agriculteur sud-camerounais n'en accède pas pour autant à une économie capitaliste : s'il dispose généralement de suffisamment de terre, la main d'œuvre reste par contre peu abondante car limitée aux aides familiaux et aux équipes de travail réciproque qui fonctionnent selon des critères coutumiers. L'extension de la superficie exploitée se heurte également au problème de l'évacuation des produits (les terres effectivement cultivables sont celles qui se situent aux abords des routes carrossables) et à leur commercialisation. Dans un second temps, le partage du domaine entre tous les enfants mâles d'un même père réduit à néant toute perspective capitaliste ainsi

que l'a montré J. Weber³⁹. De toute façon, les prix d'achat aux producteurs sont manifestement trop bas pour que ces derniers dégagent l'argent nécessaire pour investir dans les moyens de production.

A ces petits planteurs des espaces forestiers du Cameroun méridional, répartis en habitat linéaire le long des routes et des pistes, s'opposent les gros bourgs ruraux de la savane au niveau du plateau de l'Adamaoua comme par exemple les chefferies des Mbum, du département de la Bénoué où les villages duru sont réputés pour leur production d'ignames, enfin dans les départements septentrionaux où les milieux ruraux de plaine sont organisés en fortes communautés (exemple des Giziga), des Mum dang, etc...).

En savane, le grenier fait son apparition pour contenir la récolte annuelle de céréales. Il est contrôlé par l'aîné de lignée qui ajoute ainsi, à son rôle familial, une dimension économique déterminante. En effet, il peut retarder l'âge au mariage de ses fils afin de les garder le plus longtemps possible comme aides familiaux. Il peut, aussi, mieux contrôler les activités économiques de ses épouses alors qu'en zone forestière celles-ci gèrent elles mêmes la production vivrière qui est cultivée et conservée sur place dans les

37. Balandier Georges. *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*. Paris, éd. P.U.F., coll. Bibliothèque de Sociologie contemporaine, 1955.

38. Laburthe Tolra Philippe. *Minlaaba. Histoire et société traditionnelle chez les Bēti du Sud-Cameroun*. Lille, éd. Atelier de reproduction des thèses, 1977.

39. Weber Jacques — « Structures agraires et évolution des milieux ruraux (le cas de la région cacaoyère du centre sud-cameroun) », in *Cah. de l'O.R.S.T.O.M.*, sér. Sci. hum., vol. XIV, n° 2, 1977, pp. 113-139; et — « Reproduction des milieux ruraux, première phase : types de surproduit et formes d'accumulation. La province cacaoyère du centre-sud Cameroun », in *Essais sur la reproduction de formations sociales dominées (Cameroun, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Sénégal, Madagascar, Polynésie)*, Paris, éd. O.R.S.T.O.M., 1977. 192 p.

champs⁴⁰. L'Islam, diffusée par la conquête fulbé dans tout le nord du Cameroun, n'est pas sans renforcer idéologiquement cette subordination des femmes. En plus, le coton qui est au nord ce que le café et le cacao sont au sud, apparaît comme une culture du chef de famille; les jeunes protestent contre cette situation en émigrant dans d'autres villages, par exemple en utilisant les relations de parenté du côté maternel — à propos des jeunes Giziga, G. Pontie a pu évoquer une véritable contestation⁴¹ — ou sur une plus grande distance en s'embauchant dans les complexes agro-industriels qui se multiplient présentement au Cameroun et dont nous parlerons ci-dessous.

L'agriculture intensive, quant à elle, se pratique à grande échelle sur les plateaux basaltiques de l'ouest du Cameroun où s'est élaboré un magnifique paysage bocager, et dans les montagnes du Mandara, dans le nord du Cameroun, où les populations dites « kirdi » par les conquérants fulbé, ont construit des ouvrages anti-érosifs tout à fait remarquables et arrivent à des rendements en céréales non négligeables en dépit des aléas climatiques, de la rareté de l'eau et de la relative médiocrité des sols issus d'une décomposition sur place des blocs granitiques.

Dans les deux cas, l'habitat est dispersé sous la forme de fermes isolées, parfaitement indépendantes les unes vis à vis des autres.

Cette mise en valeur de l'espace est motivée par de très fortes densités démographiques. Elle aboutit rapidement à un optimum d'occupation compte tenu du niveau technique des populations concernées. Il s'ensuit qu'à chaque

génération, nombreux sont ceux qui sont dans l'obligation d'émigrer; seuls restent sur place les héritiers : le fils méritant choisi par son père en pays bamiliké, le fils benjamin chez les Matakam, etc...

Face à la rareté de la terre dans ces régions, les cultures d'exportation (café dans l'ouest et coton dans le nord) ne peuvent guère connaître un grand développement sur place sans remettre en cause la production vivrière nécessaire à l'autoconsommation. Les plantations de café ou de coton se multiplient dans les plaines périphériques et entrent dans le calcul économique des migrants.

Ces immigrants ruraux, installés dans des périmètres aménagés, dans des opérations de colonisation agricole ou plus simplement dans des zones d'immigration spontanée, ne reproduisent pas, en général, le système agricole traditionnel, d'autant plus que les nouveaux milieux écologiques et les conditions sociales sont différentes; on assiste à une nette spécialisation agricole centrée sur les cultures d'exportation et, plus récemment, sur les produits vivriers susceptibles d'être commercialisés pour le ravitaillement des centres urbains.

Hors de leurs aires d'habitat traditionnel, les agriculteurs émigrés entrent en relation avec des populations autochtones et d'autres immigrants antérieurement installés, auprès de qui ils doivent œuvrer pour accéder à la terre, à moins que l'Etat n'intervienne lui-même pour faciliter cet accès⁴². Il en résulte des zones pluri-ethniques dont le département du Mungo et la Province du Sud-Est nous offrent les meilleurs exemples.

LES MANŒUVRES DE L'AGRO-INDUSTRIE

Aux terroirs des communautés rurales traditionnelles, aux zones d'immigration pluri-ethniques et aux périmètres de colonisation agricole, s'ajoutent des complexes agro-industriels, grands consommateurs de main d'œuvre. Ce sont d'abord ceux de la région de Buée et plus largement ceux de la Province du Sud-Ouest, laquelle constitua par excellence, avec le département voisin du Mungo, le Cameroun « utile » des Allemands. Plus récemment les autres parties du littoral camerounais ont, également, été mises à contribution : du Mungo méridional à la région de Kribi. Dans les années soixante-dix, le centre du Cameroun s'est ouvert à l'agro-industrie à la suite de la mise en place de l'axe ferroviaire du Transcam, de Yaoundé à Ngaoundéré.

La création de grandes unités de production capitaliste n'est pas sans incidence sur la répartition des populations dans l'espace. D'une part, l'implantation de ces unités se réalise souvent au détriment des populations autochtones dont on exproprie une partie du terroir (exemple des populations vutées à Mbandjok qui se retrouvent en quelque sorte marginalisées), au détriment également des populations antérieurement immigrées qui, comme à Nkapa et à Souza dans la partie méridionale du Mungo, avaient ouvert des plantations individuelles; d'autre part, leur important besoin en main d'œuvre suscite une immigration de travailleurs salariés parfois suffisamment nombreux pour que les camps où ils sont logés évoluent vers un paysage plus urbain comme à Mbandjok. Cet appel de main d'œuvre est en fait sélectif, pour ainsi dire par le bas, car les salaires offerts sont peu attractifs alors que les conditions de travail sont rudes

40. Meillassoux Claude — *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, éd. F. Maspéro, 1975, 251 p.

41. Pontie Guy — *Les Guiziga du Cameroun septentrional. L'organisation traditionnelle et sa mise en contestation*. Paris, éd. O.R.S.T.O.M., 1973, 255 p.

42. Barbier Jean-Claude — *Les villages pionniers de l'opération Yabassi* — Bafang, aspects sociologiques de l'émigration bamiliké en zone de forêt, dans le département du Nkam (Cameroun) Yaoundé, O.R.S.T.O.M. 1971, 300 p. multigr.

Il n'est donc pas étonnant que ces complexes soient boudés par les populations environnantes et que les contingents les plus importants de main d'œuvre proviennent des régions les moins développées du Cameroun, là où les jeunes n'ont pas à leur portée d'activités suffisamment lucratives pour payer un dot et des biens manufacturés qui confèrent du prestige social, et accéder à une indépendance économique. On retrouve ainsi de nombreux jeunes de la Province du Nord-Ouest, notamment de la région de Wum (Aghem, Esimbi, Bébé Befang, etc...), dans les complexes agro-industriels de la plaine littorale; tandis que ce sont de jeunes « nordistes » (Masa, Mundang, Giziga, etc..) qui assument la coupe de la canne à sucre dans la moyenne vallée de la Sanaga. Dans ces mêmes complexes, les ouvriers des usines et les employés des services administratifs sont pour la plupart, des natifs du Cameroun du sud disposant d'une expérience professionnelle de type moderne et d'un niveau scolaire adéquat.

L'essor actuel de l'agro-industrie met donc à profit les inégalités régionales pour acquérir de la main d'œuvre à bon marché et ce faisant, il contribue à accentuer des tensions inter-ethniques et pose des problèmes sociaux que les responsables s'efforcent de résoudre au mieux des intérêts de chacun et de la Nation.

Dans la phase actuelle, on peut s'interroger sur le degré de prolétarisation de cette main d'œuvre agricole car la plupart des jeunes qui s'embauchent dans les complexes agro-industriels, ne vendent leur force de travail que pour une courte période. Il s'agit pour eux d'une parenthèse ouverte durant la saison sèche ou sur plusieurs années, afin de réunir les moyens financiers pour un retour valorisé dans leur milieu d'origine et un accès à la terre en tant

qu'exploitants indépendants. Cependant, les générations précédentes maintiennent leur pression sur les jeunes en induisant une inflation dotale afin de récupérer une partie de cet argent gagné par les jeunes à l'extérieur. Ils ouvrent ainsi un véritable cercle vicieux qui alimente un flux d'émigration désormais continu selon le modèle mosi : les jeunes étant contraints à la recherche d'un travail salarié en dépit de leur faible niveau scolaire et technique. Il y a donc bien reproduction de la main d'œuvre agricole et le phénomène de prolétarisation passe du niveau individuel au niveau du groupe entier : ce sont des communautés rurales entières qui se trouvent en quelque sorte prolétarisées dans le processus de développement économiquement dont l'agro-industrie est le moteur⁴³.

LES COMMERÇANTS

En schématisant à l'extrême nous pourrions dire que les commerçants sont Ibo dans la partie anglophone du Cameroun, Bamiléké dans le sud et Hausa dans le nord. Nous apporterons immédiatement quelques touches complémentaires à ce schéma général, en disant que des Bamum se sont spécialisés dans le commerce des objets artisanaux (certains d'entre eux ayant même une envergure internationale dans ce trafic); que les Hausa ont le quasi-monopole de l'abattage du gros bétail et de son découpage pour l'approvisionnement en viande des marchés ruraux et urbains, y compris au sud du Cameroun, et qu'ils jouent également un grand rôle, en liaison avec les Bamiléké, dans l'acheminement des noix de Kola vers le nord musulman (la

kola est le seul excitant - à défaut de l'alcool — autroisé par l'Islam); que des commerçants bornuan et mandara concurrencent partiellement les Hausa sur les marchés du nord⁴⁴; enfin que les Fulbé se sont récemment initiés aux spéculations commerciales en se mettant à l'école des Hausa et en mettant à profit leur position dans l'appareil de l'Etat.

Une question s'impose : pourquoi caractériser d'emblé les commerçants par leur origine ethnique alors que l'implication généralisée des populations camerounaise dans une économie d'échanges laisse supposer que la fonction commerciale se trouve largement répartie et dépend plutôt de l'initiative d'individus sachant réunir un capital de départ ?

Il convient d'abord de rappeler que le commerce, en tant qu'activité spécialisée occupant des individus à temps complet, n'est apparu au Cameroun qu'avec l'économie sur les marchés mitoyens situés aux frontières des groupes. Là, les produits vivriers en surplus, ainsi que les spécialités artisanales, étaient offerts en troc. Les produits de traite circulaient également et parfois sur de longues distances, de la côte vers l'intérieur et vice et versa, mais toujours selon ce même schéma. Les agriculteurs utilisaient leurs loisirs et mettaient à contribution leurs relations personnelles (oncles et neveux utérins résident dans d'autres villages, « amis de commerce », etc...) pour s'adonner de temps à autres à ces transactions, mais il n'y avait pas, à proprement parler, de commerçants traditionnels. C. Tardits⁴⁵ tient à le préciser à

44. Hallaire a. — « Marchés et commerce au nord des monts Mandara (nord du Cameroun) », in *Cah. O.R. S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3 1972, pp. 259-286

45. Tardits C. — Statification sociale et parenté chez les Bamoum — in *L'HOMME*, N° 3-4 juillet-décembre. 1965, pp. 174-188.

43. Pour toutes ces questions relatives à l'agro-industrie, voir : Barbier J.C., Courade G. et Tissandier J. — *Complexes agro-industriels au Cameroun*, Paris, éd. O.R.S.T.O.M., 1980, 281 p.

propos du royaume bamum où, pourtant, le roi mobilisait certains notables ou grands serviteurs pour des missions commerciales avec des groupes voisins.

Le pouvoir colonial, dans un premier temps, coupa court à toute ambition commerciale de la part des populations côtières qui jusqu'alors s'arrogeaient l'exclusivité des contacts directs avec les Européens. Des expéditions militaires forcèrent le passage vers les populations de l'intérieur, puis, l'administration coloniale interdit carrément aux Dwala toute commercialisation des produits européens ! La colonisation s'imposait avec ses commerçants attirés Européens : Pour la plupart, gérants des factoreries des grandes sociétés commerciales; Grecs et Libano-syriens dans les régions méridionales où les plantations de café et/ou de cacao contribuaient à la diffusion de l'argent dans les milieux ruraux; enfin, Hausa déjà introduits au Cameroun à la suite de la conquête fulbé et qui n'hésitèrent pas à suivre les toutes premières colonnes militaires récemment créés. Certains groupes ethniques continuent donc à gérer des situations acquises à cette époque. De nos jours, l'Etat camerounais en accordant des autorisations officielles (licences, etc...), en distribuant du crédit, etc..., n'est pas non plus sans jouer un certain rôle sélectif.

Cette explication par l'héritage historique et par des facteurs exogènes, n'est cependant pas suffisante. Nous avancerons pour notre part une hypothèse qui tient compte du contrôle social des sociétés d'origine : peuvent devenir commerçants et réussir dans les affaires, les individus qui arrivent à mener jusqu'au bout leurs calculs économiques sans encourir de sanctions sociales. Il s'agit bien entendu d'une autorisation tacite, voir même d'un encouragement lorsque la réussite individuelle se trouve valorisée par l'entourage immédiat.

Il n'en est pas toujours ainsi car une accumulation de richesses individuelles peut être sévèrement réprouvée en tant que révélatrice d'un comportement égoïste; elle donne prise, alors, à une accusation de sorcellerie et déclenche un processus de nivellement par inflation dotale, paratisme familial, dépenses somptuaires, etc... Les conditions sociales d'une réussite économique individuelle diffèrent donc d'un groupe à l'autre. On peut penser, par exemple, que l'existence en pays bamiléle d'une totalité sociale laquelle s'intitue hiérarchise en une hiérarchie de notables, permet la constitution de richesses individuelles qui sont ensuite récupérées par le groupe en accordant à celui qui a réussi dans les affaires, un haut rang social comportant, en fait, une responsabilité dans l'économie distributive de la chefferie. D'autre part, nous devons considérer les problèmes auxquels chaque société doit faire face : la pression démographique vécue par certains groupes ethniques, pousse à la multiplication d'activités non-agricoles dès lors que le contexte s'y prête. L'immigration ibo au Cameroun anglophone illustre parfaitement ce genre de situation.

Les commerçants (ou candidats au commerce car, en ce domaine, les échecs sont plus nombreux que les réussites !) se réunissent sur une base ethnique, garante d'une solidarité et d'un recours contre des malhonnetetés éventuelles par application du droit coutumier, et constituent des groupes d'entraide pour l'hébergement, la communication d'informations, le soutien financier, etc... De véritables chaînes de solidarité se nouent entre les milieux ruraux d'origine et les centres administratifs et urbains. A terme, des réseaux commerciaux informels couvrent des régions entières par le seul jeu de multiples solidarités (et non par la volonté d'un centre qui implan-

terait des succursales et un réseau de correspondants).

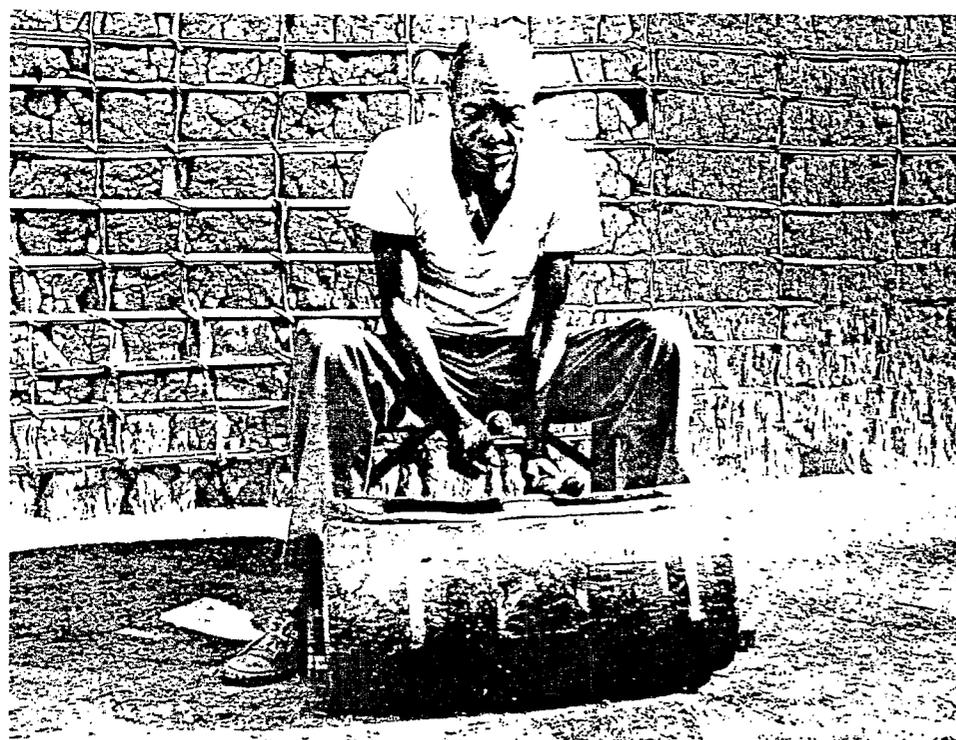
Cet authentique capitalisme africain, trop souvent rejeté par les économistes dans le secteur dit « informel » sous prétexte que ses activités ne se manifestent pas toujours nécessairement dans le cadre d'entreprises de type moderne, repose indéniablement sur une solidarité ethnique qui lui fournit une partie de ses capitaux par les mutuelles d'épargne appelées couramment « tontines », ainsi qu'une partie de sa main d'œuvre grâce à l'apport appréciable des aides familiaux. Il en résulte, et cela est particulièrement visible au Cameroun, l'émergence d'une bourgeoisie d'affaires nationale, capable d'entrer en relation avec des entreprises et des groupes financiers étrangers dont elle devient une partenaire non négligeable.

LES CITADINS

Avec l'essor des villes du Tiers-Monde, il convient de ne pas oublier les citadins au terme de cette galerie de portraits socio-professionnels.

Quelques cités existaient déjà au Cameroun à l'époque pré-coloniale, fondées essentiellement sur une relation de domination politique sur les campagnes environnantes : les cités ktoko des rives du Logone qui perpétuent jusqu'aujourd'hui leur influence sur les éleveurs arabes dont nous avons évoqué la semi-sédentarisation; les capitales des *lamida* fulbé dont Garoua; étudiée par E. Mohammadou⁴⁶, est un exemple type; Foumban, centre politique du royaume bamun et matrice d'une organisation douala dont les populations classiques

46. Mohammadou Eldrige — *Garoua, tradition historique d'une cité peuple du Nord-Cameroun* — Bordeaux, éd. C.N.R.S., 1980, 197 p.



Joueur de tambour à Mbalmaya (Centre Sud)

Drummer in Mbalmaya (Centre-South)

Guy MAURETTE

étaient ravitaillées par des esclaves consacrés exclusivement à l'agriculture.

Notables, gardes de corps, artisans, commerçants, épouses royales et courtisanes, ont constitué les tous premiers noyaux urbains, avant le XX^e siècle, étant entendu que les villes du Tiers-Monde ont toujours compté d'importants contingents d'agriculteurs ou de pêcheurs. Depuis le début de notre siècle, les agglomérations se sont multipliées et leur volume démographique s'est accru avec l'apport d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du secteur tertiaire, également avec la présence d'une masse de chômeurs en attente d'une intégration urbaine.

Nous retrouvons dans les villes une très forte coloration ethnique des activités professionnelles. Il s'agit souvent de véritables rentes de situation sur l'espace où se développe la capitale économique du Cameroun, réussissent à maintenir une certaine position prééminente dans le concert des populations qui composent l'aggloméra-

tion de Douala, en dépit de leur infériorité numérique, d'autre part, ils sont particulièrement bien placés dans les organismes portuaires et les services des Douanes; les Fulbé ont réussi également à maintenir leur position dominante au nord, en occupant les plus hautes fonctions administratives et politiques et en « fulbéisant » les éléments les plus dynamiques des ethnies voisines; les Basaa, quant à eux, sont entrés en grand nombre à la Régifercam, entreprise devenue pour eux familière car ils ont contribué, durant de nombreuses années, à la mise en place de l'axe ferroviaire Edéa-Yaoundé qui traverse leur pays d'ouest en est; parmi le personnel domestique, on peut noter un grand nombre de gardiens originaires du nord (Mofu, Giziga, Fulbé, etc.). La prostitution, elle-même, n'échappe pas à ce type de spécialisation ethnique : en 1968, le Service des Mœurs de Douala avait recensé de nombreuses femmes bulu (44,1 % des prostituées inscrites au fichier), Banen (27,5 %) et Bëti (16,4 %), mais seulement quelques femmes basa (3,7 %) et bamiléké (moins de 2 %) alors que les immigrantes basa et bamiléké sont nettement

majoritaires à Douala⁴⁷. Bien d'autres activités encore se prêteraient à ce genre de calcul statistique montrant la représentation très inégale des groupes ethniques proportionnellement à leur importance respective dans une agglomération. Plus généralement, les populations scolarisées dès le début de la colonisation, entre autres par les missions chrétiennes qui firent diligence en ce domaine, ont acquis une avance certaine sur le marché de l'emploi par rapport aux groupes plus septentrionaux ou à l'écart des principales voies de pénétration. La présence de ces éléments scolarisés dans les postes de direction et de gestions aboutit souvent à une véritable main mise sur les filières de recrutement du personnel dont ils se servent pour se constituer des clientèles. Les groupes qui arrivent avec un temps de retard sur ce marché, ne se voient plus offrir que des places subalternes, non génératrices d'autres emplois; on peut parler alors de sociétés « tronquées » lorsque leurs élites n'arrivent pas à s'imposer dans le concert national (c'est le cas par exemple des Eton par rapport aux autres groupes bëti), sinon de groupes marginalisés lorsque leurs « représentants » sont, soit carrément absents des milieux dirigeants, soit isolés et peu nombreux. En favorisant les élites des régions les moins développées économiquement, la politique gouvernementale essaie de « rattraper » ces inégalités léguées par la colonisation.

Bien que toutes ces activités socio-professionnelles des milieux urbains que nous venons d'évoquer, s'accompagnent d'une nette référence aux sociétés traditionnelles, elles ne sauraient néanmoins être enfermées dans des

47. Lacan Maurice — *La population de Douala, structures internes et mouvements migratoires* — Toulouse, Université, thèse de 3^e cycle. 1974, 434 p. multigr.

stéréotypes ethniques. Les villes du Tiers-Monde sont, en effet, en pleine gestation et les monopoles, fussent-ils ethniques, sont soumis à une rude concurrence. Les répartitions socio-professionnelles et leurs corollaires ethniques varient d'ailleurs selon les mouvements migratoires et la quête promotionnelle des immigrés. On doit, par exemple, prendre en considération l'ancienneté de l'immigration en ville. Le cas bamiléké peut illustrer ce propos : les ressortissants de cette ethnie acceptent, en arrivant en ville, des travaux faiblement rémunérés et sans perspective de promotion mais qui leur permettent d'acquérir une première expérience professionnelle non agricole et de réunir quelques capitaux, ils essaient ensuite de s'installer à leur propre compte comme artisans ou commerçants, et après la multiplication de plusieurs petites entreprises de type familial, certains d'entre eux pourront faire figure d'hommes d'affaires. En résumé linéaire, le trajet aura été le suivant : manœuvre, ouvrier spécialisé, artisan/commerçant, homme d'affaires.

La survivance, voir même l'exacerbation des liens ethniques, en milieux urbains, les possibilités de spéculations économiques en dehors du cadre professionnel proprement dit (travail noir, gestion « informelle » de petites entreprises, spéculation immobilière, etc.) font que si les catégories socio-professionnelles existantes s'accompagnent d'une stratification sociale très poussée (les différences de niveau de vie, qui se traduisent entre autres au niveau de l'habitat, sont énormes entre les cadres supérieurs et le personnel subalterne d'une même entreprise) il reste toutefois hasardeux de parler d'ores et déjà de classes sociales tant que les mécanismes de reproduction des milieux dirigeants n'auront pas relégué au second plan les solidarités ethniques.

Les conflits de travail et les intérêts parfois contradictoires des diverses catégories sociales, sont jusqu'à présent occultés par des antagonismes ethniques parfois très vifs, ce qui oblige les élites citadines à s'appuyer sur des clientèles tant urbaines que rurales issues de leurs propres milieux d'origine. En définitive, les citadins ne sont pas aussi « détribalisés » que certains le disent et nous devons donner la place qui leur revient dans une carte ethnique, du moins lorsque les recensements le permettent.

Nous venons de décrire et d'expliquer la diversité des groupes humains du Caméroun par certains facteurs relevant de l'identité ethnique, mais nous sommes particulièrement conscients que ceux que nous venons d'utiliser ne sont nullement limitatifs d'autres critères tout aussi importants, et nous pensons notamment à la très grande (et très riche) diversité des structures politiques traditionnelles. Sur ce point, nous renvoyons le lecteur à une journée scientifique organisée par l'ONAREST (actuelle D.G.R.S.T.) et l'Université de Yaoundé, en 1978, sur le thème des sociétés dites acéphales⁴⁸. Nous ne devons pas oublier, non plus, la diversité des appartenances religieuses avec le recouvrement, par l'Islam et les missions chrétiennes, des fonds animistes.

Nous sommes également conscient de n'avoir pas cité tous les groupes importants, ni fait référence à tous les travaux intéressants; mais notre propos n'était pas tant la recherche d'une présentation exhaustive qui, dans le cadre

48. Communications et débats de cette journée ont été publiés dans la collection Travaux et Documents de l'Institut des Sciences Humaines (n° 23) : *Nature et formes de pouvoir dans les sociétés dites acéphales*, Yaoundé, ONAREST, 1978, 146 p. multigr.

d'un seul article eut consisté en une énumération seulement descriptive, qu'une première explication de cette diversité des groupes humains dont la dimension ethnique est indéniable. Au terme de cette esquisse manifestement trop brève, nous nous proposons de résumer ce qui nous apparaît être l'héritage ethnique dans le Caméroun d'aujourd'hui.

Nous avons pu constater d'abord que la référence ethnique continue à jouer un rôle non négligeable dans l'explication des comportements socio-économiques et des relations que les ressortissants ont avec leurs sociétés d'origine. Une problématique en termes de catégories socio-professionnelles ou de classes sociales, reste, pour l'instant, trop réductrice. D'ailleurs, pour de nombreux groupes, il ne s'agit nullement d'une simple survivance, ni de « récation tribales », mais plus profondément d'une continuité, sinon d'une reprise de l'initiative historique après plusieurs décennies de colonisation. Ces groupes qui ont su et pu maintenir un minimum de cohésion sociale, nourrissent des stratégies dynamiques.

Mais cette référence ethnique ne gèle nullement les contours des groupes sociaux. Les stratégies sont mises en œuvre par des acteurs individuels, pouvant d'autre part être en conflit les uns par rapport aux autres au sein d'un même groupe; il en résulte de nouvelles solidarités et la formation de nouveaux clivages. La carte ethnique n'est donc nullement un document figé dans le passé, mais elle est sans cesse à remanier pour tenir compte des mouvements migratoires, de l'imbrication de plus en plus prononcée des ressortissants de diverses origines, de solidarités ethniques qui s'élargissent, par exemple à l'ensemble d'un département, ou au contraire se rétrécissent selon des enjeux conflictuels, etc...



Vieillard du Sud
Old man from the south

Délégation au Tourisme

Notre étude nous conduit donc à mettre l'accent sur les relations interethniques et non plus sur les particularismes locaux, pièges par excellence des monographies

ethniques qui consistent à traiter de chaque population en elle-même et pour elle-même.

Les groupes ne sont pas en effet juxtaposés les uns auprès des autres dans le même espace. Ils se hiérarchisent au sein de régions socio-économiques et nous avons eu l'occasion d'évoquer à plusieurs reprises le renforcement des inéga-

lités sinon des processus de prolétarisation de groupes entiers : les Pygmées par rapport aux villages « bantou » ; les Mbororo qui de plus en plus nombreux acceptent des tâches de bouviers ; les populations les moins scolarisées des provinces du Nord et du Nord-Est qui offrent leur force de travail dans les complexes agro-industriels du Cameroun méridional, etc... Le gouvernement camerounais en est d'ailleurs particulièrement conscient et essaie de réduire les inégalités en commençant par celles qui existent entre les grandes régions du pays, volonté de rééquilibrage qui s'applique d'abord à la formation des élites, au recrutement du personnel des appareils étatiques, à la composition des instances politiques et à la localisation des opérations de développement. L'appartenance ethnique mettrait assurément en cause l'unité des Etats si elle était exclusive d'autres appartenances plus vastes. En fait, la solidarité ethnique est parfaitement susceptible de s'inclure dans d'autres solidarités, comme dans un jeu de poupées gigognes, elle-même incluant d'ailleurs des unités lignagères claniques et des communautés résidentielles et politiques. Les circonscriptions administratives, les grandes villes, les régions socio-économiques, sont autant de relais pour les acteurs sociaux où ils peuvent investir des activités productrices, « faire carrière », et élaborer de nouvelles solidarités. A terme, c'est le renforcement de l'unité nationale coïncidant avec les limites de l'Etat, la naissance d'un citoyen (d'abord) camerounais - l'« homo camerounensis » selon l'expression du géographe J.F. Loung - qu'une partie de plus en plus importante de l'élite appelle de ses vœux et qui correspondrait à un net dépassement d'une société pluri-ethnique, au bénéfice d'une classe dirigeante, et à la consécration du poids de l'Etat dans la société civile.